

## **Appel de la 6ème Coordination Nationale Étudiante**

Nous, étudiant-e-s mandaté-e-s de 15 universités mobilisées, réaffirmons notre détermination à lutter jusqu'au retrait total de la loi travail, sans négociation ni condition. Pour les députés, le débat a commencé depuis le 3 mai à l'Assemblée. Il continue, et continuera, pour nous dans la rue et sur les universités tant que nous ne serons pas assuré-e-s de la satisfaction des revendications votées et portées depuis 2 mois par les étudiants. Nous l'affirmons dès maintenant, ni le résultat du vote, ni l'utilisation autoritaire du 49.3, ne nous arrêtera. Nous rejoindrons tous les secteurs en lutte le 12 mai et le 17 mai, journées nationales de grève et de manifestation appelées par l'intersyndicale.

Malgré les vacances, les partiels et l'approche de l'été, malgré les tentatives de division du mouvement, les comités de mobilisation dans de nombreux établissements, partout en France, se maintiennent. Ils s'attachent à tisser des liens avec les lycéen-ne-s, salarié-e-s et privé-e-s d'emploi en lutte contre les lois visant leur précarisation (loi travail, décret socle, plan Hirsch, attaques sur l'assurance chômage...). Le 10 mai, journée de mobilisation nationale des cheminots, nous partirons avec eux de toutes les gares de France pour manifester ensemble à Paris. Nous militerons avec eux dans la perspective d'une grève reconductible dès le 18 mai.

Face à notre détermination, le gouvernement a choisi de répondre par la violence policière dans de nombreuses villes de France, faisant des centaines de blessés notamment lors de la journée de mobilisation du 28 avril et lors des défilés du 1<sup>er</sup> mai. Le but de cette répression d'une ampleur sans précédent est clair : briser le mouvement. Le gouvernement cherche à provoquer la peur et, par une propagande médiatique, à dépolitiser le mouvement en présentant les centaine de milliers de manifestant-e-s opposé-e-s à sa politique comme des gens violents et « sans cerveau ». Nous le rappelons : les vrais casseurs sont dans l'hémicycle et derrière les boucliers. Après des semaines d'abus policiers, après que des familles aient été gazées le premier mai, qu'un étudiant ait perdu un œil suite à un tir de flashball, les syndicats de police nous provoquent en dénonçant un « haine anti-flic » et détournant l'origine de la violence. Nous y répondons en lançant un appel à une journée de mobilisation partout en France contre la répression le 18 mai. Nous soutiendrons toutes les initiatives locales allant dans ce sens jusqu'à cette date.

La mobilisation continue !

Le 10 mai : appel à rejoindre les cheminots pour une manifestation à Paris.

Le 12 mai : appel à manifester.

Le 17 mai : appel à manifester.

Le 18 mai : appel à une journée de mobilisation contre la répression.